



TOUCHE PAS A MA GARE

Couëronnais vous n'êtes pas des citoyens de seconde zone !

En ce mois d'avril 2017 votre gare n'aura été ouverte que 3 jours. Vous subissez pleinement les attaques d'une politique de casse du service public orchestrée par la Direction SNCF et la majorité au Conseil Régional.

La Direction TER SNCF souhaite attendre la prochaine signature de la convention TER/Conseil Régional, en Juillet 2017, pour sceller le sort de la gare.

La CGT, qui a le seul tort d'avoir souvent raison trop tôt, émet des craintes sur la volonté de pérenniser la gare de Couëron (voir affiche).

Se cachant derrière l'argument d'un chiffre d'affaires en déclin, la Direction nie le manque criant de personnel pour tenir les postes. Elle assume aussi ses choix de ne pas respecter les usagers en ne garantissant plus un service public de qualité, gage d'équité entre citoyens.

Quelle conséquences pour les Couëronnais?

Enlever la présence humaine en gare va changer négativement le quotidien des usagers allant travailler, des jeunes allant étudier et au-delà les citoyens achetant leurs billets en gare.

- Qui pour informer les voyageurs des retards, suppressions de trains? Des SMS? Les nombreux dysfonctionnements montrent la limite du système.
- Qui pour gérer la prise en charge des voyageurs en correspondance à Nantes en cas de perturbations?
- Qui pour assurer les nombreuses après-ventes au guichet, des préparations aux voyages complexes qu'internet ne prescrit pas au meilleur prix? Les Couëronnais doivent-ils parcourir 20 km en voiture pour trouver un professionnel du transport ferroviaire?
- Voici quelques exemples non exhaustifs qui vont compliquer le quotidien des Couëronnais, déjà bien impactés par des circulations perturbées

Le transport écologique de qualité est un enjeu national et fondamental. Partagez et signez la pétition en ligne (taper dans la barre de recherche « ter pdl pétition en ligne »)

Le service public est la richesse de ceux qui n'en ont pas !



VENDETTA SUR LA VENTE

Fin 2016, les ventes dites « physiques » (guichets, agences de voyages et groupes, automates) représentent 71,2% de la distribution au TER Pays de la Loire contre 28,6% de ventes dites « digitales » (internet TER et Voyages, abonnements annuels).

Mais la volonté conjointe de la direction de la SNCF et du Conseil Régional des Pays de la Loire d'augmenter la digitalisation à hauteur de 50%, semble sceller le sort des gares et surtout des points de ventes du territoire ligérien.



**DÈS MAINTENANT,
INTERPELLONS NOS ÉLUS
POUR METTRE LE
TRANSPORT ET L'EMPLOI
AU CŒUR DES DÉBATS !**

Comment la direction TER compte-t-elle faire pour atteindre cet objectif ?

Si la tendance des ventes digitales est en hausse depuis plusieurs années, cette croissance n'est pas exponentielle. De 22,5% en 2014, 26,1% en 2015 à 28,6% en 2016, son évolution reste indéniablement trop peu conséquente pour la Direction.

A ce rythme, il faudrait en effet plus de 10 ans pour accoster aux 50% de digitalisation voulus.

Pour dynamiser les ventes digitales, on dynamite les ventes physiques et le Service Public. Tels sont la conception et le plan de bataille annoncés !

Multiplication des offres « tout internet » comme les billets pour les soldes ou la St - Patrick dernièrement, des figeages et des postes non-tenus; modifications des horaires d'ouverture des guichets et surtout non remplacement, voire suppression des postes de ventes. **La chasse aux vendeurs a commencé...**

Pour la CGT, la distribution des billets est un des enjeux majeur de la future convention TER. Toutes les erreurs stratégiques commises seront un frein réel au développement de ce Service Public.

La communication de la direction, envers les élus régionaux, présente les guichets uniquement comme un coût sans évoquer leurs apports, en particulier le service après vente occasionné par la digitalisation des titres de transport!

Les journées figées et non-tenues justifient à elles seules la baisse du chiffre d'affaires. Et ce ne sont pas les « gares mobiles » sur les marchés qui le compense.

Pourtant, les guichets représentent toujours plus de 40% des ventes, soit un chiffre d'affaires de 23 M€, pour des charges de fonctionnement à hauteur de 8,7 M€.

L'entreprise publique cherche à évacuer ses « coûts » sur les municipalités et les contribuables. Ainsi, les guichets fermés sont en partie remplacés par l'ouverture de lieux de ventes par les municipalités. Elle tourne de plus en plus le dos à son implantation naturelle que sont les gares de la Région, pourtant reconues et appréciées de tous, accessibles et au plus près des usagers du train.

Forcer la digitalisation pour faire baisser les coûts de production avec comme seul levier, l'emploi, ne saurait être la solution au développement du Service Public ferroviaire.

Risque du tout internet: La SNCF a besoin d'adapter son système de vente et de l'ouvrir aux nouvelles technologies. Mais ne miser que sur la dématérialisation des échanges est un risque qu'il ne faudrait pas franchir.

Comme le montre le graphique ci-contre, le « e-commerce » va connaître une croissance bien plus limitée dans les années à venir.

